

## Conseil d'administration du 17 décembre 2014 Compte rendu

### Présents :

DE ROBERTIS Cristina, DOMENECH Gisèle, DUFOUR Jacques, DUFOUR Marie Claude, IVOL Isabelle, MARFAING Jean Louis, ORSONI Marcelle, PASCAL Henri, TAURINES Jean Jacques, TAUTIL Irène

Excusées : MAESTRACCI Angèle, REVERDITO Denise

### 1. Convocation de l'Assemblée Générale

Le calendrier de préparation de l'assemblée générale a été présenté. L'expédition de la convocation, de l'ordre du jour, des rapports (moral, financier, activité) et de la liste du CA (avec les renouvelables) est prévue le mercredi 7 janvier. Une lettre sera envoyée aux adhérents de la zone de La Garde, celle de Draguignan et celle de Saint Maximin Brignoles afin de pouvoir lancer les groupes locaux à lors de l'assemblée générale. Pour l'après midi nous organisons comme prévu les interventions de Robert Teisseire (conseiller municipal de La Seyne) sur le retour de l'eau en régie municipale et de représentants de l'association Eau bien commun Paca. Entre 12h 30 et 14h, il y aura le repas préparé par les chantiers de la lune : la participation au repas a été fixée à 10 €.

### 2. Organisation des activités du 1<sup>er</sup> trimestre 2015

Trois dates sont fixées pour des activités du 1<sup>er</sup> trimestre :

- 24 janvier après midi 14h 16h : débats sur le thème de l'eau bien commun (après l'assemblée générale du matin) ;
- 19 février au Centre social et culturel Nelson Mandela (horaires à fixer) : solidarité internationale hier et aujourd'hui ; déroulement prévu table ronde puis repas commun puis activité artistique. Le programme précis de cette soirée est en cours d'élaboration ; il s'inscrira probablement dans la programmation d'autres manifestations à préciser.
- 19 mars à 18h30 : café attac sur le tafta avec Jean Louis Marfaing (lieu à déterminer)

Cette liste n'est pas limitative : d'autres activités viendront sans doute s'ajouter

### 3. Maquisards de la solidarité verte

Attac Var a été sollicité pour soutenir les « maquisards de la solidarité verte » qui occupent un terrain dans le quartier Mauveou à La Seyne. Sous la municipalité Paecht nous avons défendu l'occupant des lieux qui maintenait le terrain en activité agricole. Dans le conflit qui l'oppose, aujourd'hui, à la municipalité seynoise, propriétaire du terrain, nous ne prenons pas une position sur ce conflit mais, par contre, nous prenons une position de principe. Dans un communiqué nous rappellerons le recul des superficies de terre vouées à l'agriculture dans le Var, et notamment dans la zone littorale, la nécessité de relocaliser la production agricole et notre exigence que tout terrain agricole soit maintenu pour l'activité agricole. Attac Var est adhérent du Collectif pour la défense des terres fertiles.

#### 4. Forum social mondial

Le prochain Forum Social Mondial se tiendra à Tunis du mardi 24 au samedi 28 mars 2015. Le conseil d'administration d'Attac a choisi de favoriser la visibilité de l'association à ce FSM. En 2013 la délégation d'Attac était composée de 170 militant(e)s : il en faudrait 250 pour 2015. Pour les adhérents qui désirent être présent à ce forum et participer aux activités de la délégation d'Attac il suffit d'aller sur la liste <https://list.attac.org/www/info/fsm2015-delegation> ou, plus simplement, de contacter Nikolaz : [nikolaz@attac.org](mailto:nikolaz@attac.org).

#### 5. Activité des collectifs

##### 5.1. Collectif Stop tafta

En réponse à une mobilisation européenne contre TAFTA et CETA qui s'accroît, les parlements français et néerlandais ont adopté une résolution manifestant des réticences contre TAFTA et CETA. Le parlement français a pris position contre les tribunaux d'arbitrages prévus par ces traités et exige que ces traités soient ratifiés non seulement par les institutions de l'Union Européenne mais aussi par les parlements de tous les états membres. Le parlement néerlandais s'oppose aux tribunaux d'arbitrage.

Une formation régionale est prévue le 21 février (9h 30 - 16h) à Marseille, elle est organisée par les comités Attac de la région. Le nombre de place étant limité, il vous faut vous inscrire avant le 5 janvier si vous souhaitez y participer. Inscription et informations : [antoine.richard7@free.fr](mailto:antoine.richard7@free.fr)

Alors que la mobilisation contre ces traités se développe aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord, il est regrettable que le collectif Stop tafta varois soit paralysé par des tensions qui, à terme, menacent son existence. Le débat sur l'apparition publique des sigles des organisations membres du collectif est devenu un affrontement dans lequel chacun a tendance à camper sur ses positions. Rappelant qu'Attac Var s'était adressé aux organisations syndicales du département pour lancer le collectif, le conseil d'administration a décidé d'envoyer une lettre ouverte au collectif réaffirmant l'importance de l'enjeu, soulignant que ce débat n'a pas lieu dans d'autres collectifs et déclarant qu'un minimum de consensus est nécessaire pour ne pas bloquer la mobilisation dans le Var.

##### 5.2. Collectif 3A Var

Dans la suite de la manifestation nationale à Paris contre l'austérité du 12 avril dernier un collectif national pour une alternative à l'austérité (3A) a été créé au niveau national. Ce collectif est composé de fédérations syndicales (de la CGT, de Solidaires et de la FSU), de militants associatifs et de personnalités ; il a appelé à une mobilisation le 15 novembre dernier et de nombreux collectifs locaux se sont créés à ce moment là. Il en est ainsi dans le Var où un collectif 3A a été créé début novembre. Une première réunion large s'est tenue le 25 novembre dernier pour lancer le collectif. Il a réuni des militants du PCF, du PG, d'Ensembles, du NPA et d'Attac. Cristina De Robertis y représente Attac Var. Dans sa réunion du 18 décembre, le collectif a décidé de lancer trois axes de mobilisation prioritaires pour le premier trimestre 2015 : la mobilisation contre la loi Macron, l'interpellation de la préfecture et de l'UPV sur l'utilisation du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) dans le Var et la dénonciation des activités spéculatives des banques. Pour toute information sur ce collectif : [collectif3a83@gmail.com](mailto:collectif3a83@gmail.com) Une large campagne d'information va être lancée à partir de début janvier.

#### 6. AG Attac national

L'assemblée générale d'Attac France va se tenir le dimanche 7 juin 2015 probablement à Saint Denis. Tous les adhérents d'Attac peuvent y participer et ils peuvent aussi proposer des résolutions.

Ces propositions de résolution (de 500 à 3 000 signes espaces compris) doivent être envoyées avant le 20 janvier 2015 soit par poste (Attac France résolutions AG 2015 21 ter rue Voltaire 75011 Paris) soit par mail ([eric@attac.org](mailto:eric@attac.org)). La préparation de l'AG, depuis quelques années, est faite par une commission comprenant 10 adhérents tirés au sort et 5 membres du conseil d'administration. Pour éviter de tirer au sort des personnes qui ne souhaitent pas participer à cette commission, il est demandé aux personnes qui sont intéressées de le signaler à Attac national ([attac@attac.org](mailto:attac@attac.org)) ; les personnes qui proposent des résolutions ne peuvent pas faire partie de cette commission.

## 7. CNCL 7 et 8 février 2015

La prochaine CNCL (Conférence nationale des comités locaux) se réunira les samedi 7 et dimanche 8 février à l'Université Paris VIII de Saint Denis. A ce jour quatre ateliers sont pressentis : violence/non violence, souffrance au travail, campagne requins et conférence climat. Les propositions d'autres thèmes pour les ateliers doivent être envoyées avant le 7 janvier.

## 8. Requins

Le conseil d'administration d'Attac France a décidé de relancer la campagne Requins (voir page 4), une mobilisation nationale est prévue le 7 mars prochain et deux livres vont être bientôt publiés :

- *Le livre noir des banques* qui décrit les fraudes, arnaques, mensonges et manipulations des banques, ainsi que le hold-up organisé des banquiers dont les rémunérations ont explosé depuis la crise. La collusion entre les banquiers et le gouvernement est mise à jour, ce qui a abouti à une loi dérisoire sur la séparation des activités de banques de détail et d'investissement ainsi qu'au torpillage en cours de la taxe Tobin.
- *Joyeux bordel* qui est une anthologie des modes d'action ludiques pour des mobilisations citoyennes gagnantes.

Ces deux livres seront publiés par l'éditeur « Les Liens qui Libèrent », le premier sortira début février et le second début mars. Attac Var achètera un certain nombre de ces livres afin de les vendre lors de nos diverses activités.

## 9. Questions diverses

### 9.1. Film Tribunal Populaire des Banques

La représentation Cannes du « Théâtre populaire des banques » a été entièrement filmée et nous recevrons une copie de ce film qui pourra être utilisé dans nos activités et prêté aux organisations qui en feront la demande.

### 9.2. Pour une démocratie plus égalitaire et inclusive

Le dernier conseil d'administration d'Attac France a débattu de la mise en œuvre de la résolution sur la mobilisation antiraciste adoptée lors de l'assemblée générale de 2014 (voir texte résolution page 4). Au vu de la situation actuelle du Var, avec la montée continue du FN, il faudra sans doute voir comment mettre en œuvre cette résolution.

### 9.3. Une bouffe ?

Lors de la prochaine assemblée générale d'Attac Var, le repas est préparé par les Chantiers de la Lune ; dans les temps anciens les repas des assemblées générales d'Attac Var étaient préparés et partagés en commun. On va essayer de renouer avec cette tradition en organisant, au printemps, un repas regroupant les adhérents qui le souhaitent.

### 9.4. Réveillon solidaire 2015

Suite à la proposition lancée par Jean Louis Marfaing lors de ce conseil d'administration, il a été décidé d'explorer la possibilité d'organiser, le 31 décembre 2015 au soir, un réveillon solidaire. Nous allons contacter la Confédération Paysanne pour cela.

### 9.5. Monsanto et les OGM

Sur les projets de Monsanto en France, Isabelle Ivol, membre de la Confédération Paysanne et membre du conseil d'administration d'Attac Var, a écrit une courte note que vous trouverez en page 6 de ce compte rendu.

---

## Déclaration du Conseil d'administration d'Attac France 17 décembre 2014

---

Chères et chers adhérent-e-s,

En 2015, nous allons amplifier nos actions contre les banques et les multinationales fauteuses de désastres sociaux et écologiques. Après le succès des Fralib contre Unilever au printemps dernier, l'année 2014 s'est achevée sur une deuxième victoire : à la veille d'une journée nationale d'action « *Alpha Coal* » avec les Amis de la Terre et Bizi !, Société générale a annoncé son retrait de ce méga-projet charbonnier en Australie. Mais notre troisième « *Requin 2014* », BNP Paribas, n'a pas encore fermé ses filiales aux îles Caïmans, et nous allons devoir accentuer la pression. Pour remplacer Unilever et Société générale, nous avons placé deux nouveaux requins dans notre collimateur en 2015 : Total et Sofiprotéol. Nous appelons les adhérent-e-s et les comités locaux d'Attac à se préparer à participer le samedi 7 mars 2015 à une journée nationale d'action contre les Requins.

Les multinationales pilotent l'élaboration des traités de libre-échange (TAFTA, CETA, TiSA, Accords de partenariat économique...) et influent lourdement sur les négociations climatiques. En 2015, la ratification de l'accord UE-Canada (CETA) et la conférence sur le climat de Paris-Le Bourget (COP21) seront deux échéances majeures de mobilisation contre les transnationales et leurs serviteurs politiques.

On ne présente plus Total, champion national toutes catégories de la pollution et de l'évasion fiscale. En revanche, les méfaits de Sofiprotéol, premier groupe agro-industriel français, méritent d'être mieux connus.

Nous vous donnons rendez-vous mi-janvier sur le site [lesrequins.org](http://lesrequins.org) pour contribuer au financement participatif de l'édition 2015. Début février, Attac mettra à votre disposition le nouveau « *kit anti-requins* » précisant les exigences adressées aux trois « Requins », ainsi que des méthodes d'action envisageables. Le samedi 7 mars, nous comptons sur la participation de tous les comités locaux pour réaliser une grande journée nationale d'action qui marque l'opinion publique et amplifie la dynamique de succès de cette campagne. Sortir du fatalisme, montrer qu'on peut faire plier les puissants, l'enjeu est majeur pour redonner de l'espoir et du pouvoir d'agir aux citoyen-ne-s.

Deux ouvrages, qui seront publiés en février et mars chez notre éditeur *Les Liens qui Libèrent*, outilleront la campagne Requins. Ils peuvent aussi servir de support à de nombreuses réunions, débats ou ateliers :

- Le **Livre noir des banques** (fruit d'une collaboration entre Attac & Basta !) établit de façon irréfutable l'irresponsabilité financière et écologique de nos grandes banques, ainsi que leur rôle clé dans l'industrie mondiale de l'évasion fiscale.
- **Joyeux Bordel** (version française de *Beautiful Trouble* que nous avons impulsée) est une anthologie des modes d'action ludiques pour des mobilisations citoyennes gagnantes, rédigée par des activistes anglo-saxons et français réputés. C'est une véritable boîte à outils militante contenant des principes, des tactiques, des théories et des études de cas qui deviendra rapidement indispensable en vue de nos futures actions.

---

## La mobilisation antiraciste au service d'une démocratie plus égalitaire et inclusive. Quel programme d'action à Attac ?

Résolution sur la mobilisation antiraciste adoptée lors de l'assemblée générale d'ATTAC de 2014

Célébration du trentième anniversaire de la marche pour l'égalité et contre le racisme, pétitions pour parer aux vagues négrophobe, islamophobe, anti-Roms, manifestations lycéennes solidaires de jeunes migrants expulsés, plaintes en justice, notamment du MRAP, en défense de Christiane Taubira ministre de la Justice, commémoration de l'œuvre de Nelson Mandela, rapport sur « la refondation de la politique d'intégration »... Cette mobilisation multilatérale est à la mesure du danger que fait courir la xénophobie au « vivre ensemble » et au système démocratique.

La xénophobie est instrumentalisée en France et en Europe, utilisée comme stratégie de diversion et de division pour masquer les crises socio-économique et politique qui sont les véritables causes de l'insécurité et que subissent les plus faibles. Le délitement social que provoquent les plans d'austérité menés au nom de la résorption des déficits publics et de la dette publique dans les pays du

Nord, comme le font les plans d'ajustement structurel dans les pays du Sud depuis les années 80, attise la montée de l'extrême droite et du racisme au Nord, de l'islamisme et d'un bellicisme destructeur au Sud. L'interventionnisme militaire franco-occidental s'amplifie au fur et à mesure de la crise des États post-coloniaux, en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali, en République centrafricaine..., crise renforcée par les stratégies de division des mafias de toutes natures (d'origine criminelle, financière, religieuse, ...) aux commandes. Comme l'écrit Survie, « la loi de programmation militaire pour la période 2014-2019 (...) réaffirme dangereusement les visées néocoloniales de la politique étrangère française, qui s'exercera prioritairement, selon le Livre Blanc, à l'encontre des pays d'Afrique subsaharienne ». Dans le même temps, l'UE avec le soutien de la France a lancé un ultimatum aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), pour la signature des nouveaux accords de partenariat économique (APE) qui renforcent ses diktats commerciaux. A cela s'ajoute une politique d'impunité vis-à-vis de l'État d'Israël, largement responsable du blocage de la situation du peuple palestinien et dans la région.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le développement d'une culture démocratique et de paix qui remobilise les peuples du Nord comme du Sud. Non au racisme d'État, qui nuit aux citoyens d'origine non européenne et aux peuples du Sud. La progression de l'extrême-droite et de ses idées, y compris dans une partie de la gauche de gouvernement, n'est pas une fatalité. L'affaire Dieudonné, dont la dérive antisémite est par ailleurs inacceptable, témoigne de l'exaspération d'une partie du monde de l'immigration laissée pour compte. La rupture avec les diktats des marchés financiers et des oligarchies passe par la mise en place d'une politique de coopération, de migration et d'intégration plus respectueuse des droits des peuples. Un développement endogène, écologique, solidaire et équitable, le rééquilibrage des termes de l'échange, du prix des matières premières, en particulier dans le cadre des accords ACP, la sanction politique et judiciaire des oligarchies parasites sont des nécessités pour remédier aux migrations de la misère. Pour échapper à la guerre de tous contre tous, à laquelle conduisent inéluctablement les politiques néolibérales et sécuritaires, c'est cet horizon décolonisé et altermondialiste que nous sommes invités à construire.

Pour ce faire, un objectif d'éducation populaire s'impose progressivement à la société civile, celui de forger les conditions d'une société interculturelle : il s'agit, sur la base du refus de l'assimilationnisme et du communautarisme, de respecter l'attachement légitime des groupes spécifiques à leurs cultures d'origine et, par la mise en dialogue de ces forces vives, de favoriser l'enrichissement du pays d'accueil, en termes de développement humain.

C'est à ces conditions notamment que la mobilisation antiraciste contribuera à faire refluer la démagogie nationaliste en France et à ouvrir la porte d'une démocratie effective, avec un système institutionnel plus égalitaire et inclusif. Dans cette perspective, il serait intéressant à Attac de contribuer à fédérer les forces en action et à apporter une perspective politique. En particulier au travers des démarches suivantes, en externe :

- le développement des échanges avec les représentants des diasporas et de l'immigration en France :
- la participation aux activités des coordinations antifascistes et anti-coloniales : VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) qui regroupe le CGT, la FSU et Solidaires, CONEX (COordination Nationale contre l'EXtrême droite), Sortir du colonialisme

Et en interne :

- la publication dans un numéro de la revue du CS, Les Possibles, d'un dossier inter-associatif et à caractère d'éducation populaire : "Avec quel programme contribuer à faire converger les démarches antiracistes vers une mobilisation durable et d'ampleur nationale et transnationale ?
- le renforcement des collaborations avec les Attac d'Afrique et les membres fondateurs et partenaires spécialisés dans les questions Nord-Sud, sur les perspectives de démocratisation

des relations internationales, notamment dans le cadre de la lettre électronique de la Commission internationale ;

- la promotion de ces démarches lors du débat avec les Attac du monde sur l'actualisation des objectifs altermondialistes (Université d'été de Paris, 2014).

---

## Monsanto : près de chez nous !

Et non, ce n'ait pas une fiction ou un remake du film d'horreur « ça s'est passé près de chez vous » mais bel et bien une réalité. L'entreprise américaine bien connue, leader dans le domaine des plantes génétiquement modifiées et des pesticides qui vont avec, s'implante en France et plus particulièrement dans le Sud pour développer son activité de recherche sur les semences de légume. En effet depuis 2000, suite au rachat de Seminis et De Ruiter, Monsanto recentre son activité sur les semences pour grandes cultures et semences potagères avec un investissement de 10% de son chiffre d'affaires global de 15,8 milliards d'€ en 2014 (+6,8% que 2013). En France son activité est établie sur quatre stations :

-Station de Nîmes (Gard) 30Ha dont 3,5Ha couvert pour salade concombre carotte melon

-station de St Andiol (Bouches du Rhône) pour la recherche sur la tomate

-Autry le Châtel (Loiret)

-Nerac (Lot-et-Garonne) pour le melon charentais

Outre la toxicité des OGM qui n'ait plus à prouver depuis l'étude Séralini de 2012, cette présence directe sur notre territoire pose plusieurs questions. Pour l'instant, la France résiste encore aux OGM mais pour combien de temps... sachant le lobbying de ces multinationales agroalimentaires sur nos dirigeants en particulier à travers des projets de traités déjà bien avancés comme le TAFTA. Si ce genre de traité passe, alors les stations locales se mettront à coup sûr à faire des OGM locaux à tout va ! En attendant cette échéance, Monsanto pourra continuer son hold-up sur le vivant en proposant des semences dérivées de nos variétés locales toujours plus standardisées, qui s'affaibliront d'année en année obligeant un recours toujours accru aux pesticides qu'il s'empressera de nous proposer !

De plus cette présence locale implique l'emploi de personnes locales. Ainsi dans la lutte qui nous oppose à ces rouleaux compresseurs de la petite agriculture, on risque de nous servir l'argument de la lutte contre le chômage et les retombées économiques de ces usines sur nos régions. Pour la station de St Andiol, se sont presque une centaine de personnes qui y travaillent déjà...

Restons vigilants ! Continuons à défendre nos variétés de semences locales et notre liberté de les ressemer ! Ces différentes luttes (OGM, semences, défense de l'autonomie paysanne), au cœur de l'action de la confédération paysanne, peuvent converger vers la résistance au TAFTA.

Isabelle Ivol, maraîchère.

Source : <http://vegetable.fr/2014/11/04/monsanto-concentre-sa-recherche-potagere-a-saint-andiol-13-pour-mardi-4/>